

Première édition du «Parlement européen des entreprises» à Bruxelles

# La voix des entrepreneurs

Six entrepreneurs luxembourgeois se sont mis dans la peau de parlementaires européens

PAR NADIA DI PILLO (BRUXELLES)

Le premier «Parlement européen des entreprises», qui s'est tenu hier à Bruxelles à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire d'Eurochambres, l'association des Chambres de commerce européennes, tombait à un moment opportun. Les petites et moyennes entreprises, frappées de plein fouet par la crise financière, avaient envie de faire entendre leur voix.

A Bruxelles, comme ailleurs, les entreprises européennes ont souvent du mal à faire entendre leur voix. Elles se plaignent de ne pas être suffisamment consultées sur les réglementations susceptibles d'avoir des incidences sur leurs activités. Hier, le Parlement européen leur a fourni une enceinte pour exprimer leurs griefs en public. Un événement exceptionnel qui tombait aussi à un moment opportun. Touchées de plein fouet par la crise financière et préoccupées par un gel éventuel de leurs moyens de financement, pas moins de 775 PME, provenant des quatre coins de l'Europe, ont profité de cette occasion pour débattre des principaux enjeux qui les concernent: le problème du «credit crunch», mais aussi de l'internationalisation, de l'énergie, de l'environnement, de l'éducation et de l'esprit d'entreprise en Europe. Les entrepreneurs devaient se



Michel Wurth, président de la Chambre de Commerce, le directeur général Pierre Gramegna et le secrétaire général de l'Horesca, Jean Schintgen, faisaient partie de la délégation luxembourgeoise (d.g.à d.). (PHOTO: CDC)

bourg, Pierre Gramegna, cette initiative offre aux entreprises une occasion unique d'exprimer leurs inquiétudes dans un contexte de fortes turbulences. Il espérait surtout entendre «un message d'espoir et de confiance». Les dé-

la compétitivité des entreprises dans un marché unique, ces trois éléments doivent enfin aboutir à une amélioration de la croissance.

**Une prise de conscience de la PME en Europe**

ble prise de conscience de la PME» dans la stratégie de croissance de l'UE. Enfin, il y a aussi le paquet «simplification» que la Présidence française de l'UE espère traduire en acte politique d'ici la fin de l'année.

prononcer sur des résolutions, les votes étant présentés à la Présidence française de l'Union européenne les 16 et 17 octobre prochains.

Six entrepreneurs luxembourgeois se sont volontiers mis dans la peau de parlementaires. Représentant le secteur bancaire, Henry Thies a salué cette «action symbolique» qui vise à démontrer l'importance des PME en Europe. Selon lui, «la crise financière doit être réglée de manière coordonnée, de façon à ce que les règles de base ne diffèrent pas trop d'un pays à l'autre». Pour Marc Solvi, représentant le secteur métallurgique, la question des brevets européens est aussi «un thème crucial qui doit être développé et stabilisé». D'où l'importance d'«intensifier les relations de toutes les entreprises européennes qui font face aux mêmes difficultés». Pour le directeur de la Chambre de commerce du Luxem-

ptions prises par l'Eurogroupe le weekend dernier sont de nature à rassurer les PME sur les activités de crédit des banques. «Les entreprises ne doivent pas agir à court terme, voire paniquer. Il faut analyser la situation dans sa globalité, garder la tête froide, et peut-être aussi reconnaître les opportunités qui en découlent».

Faisaient également partie de la délégation luxembourgeoise Fernand Ernster pour le commerce de gros, Jean-J. Schintgen, pour les établissements d'hébergement et Robert Dennewald pour les petites et moyennes industries. Le seul Luxembourgeois à avoir pris la parole dans l'hémicycle était Michel Wurth, président de la Chambre de commerce du Luxembourg. En une minute (temps de parole valable pour tous les intervenants), il a résumé ses attentes en quatre C: la confiance dans le secteur financier, le crédit qui est absolument nécessaire aux PME,

ses institutions, de leur côté, ont voulu rassurer les chefs d'entreprise. Henri Novelli, secrétaire d'Etat français, en charge des petites et moyennes entreprises, a salué cette initiative qui «met les entreprises au coeur des institutions». Ce «décloisonnement» serait le bienvenu, car «depuis des années on se plaint que les institutions vivent en vase clos». Ici, «il s'agit d'un exemple de prise de contact réelle, directe et instantanée».

Selon lui, cette réunion intervient à un moment crucial, dans la mesure où les PME ont besoin de sécuriser leurs financements. Dans ce contexte, la décision de la Banque européenne d'investissement d'injecter 30 milliards d'euros dans le système bancaire entre 2008 et 2012 irait dans le bon sens. Une autre décision jugée vitale pour les PME est le «Small Business Act» de la Commission européenne. Elle permet une «vérita-

Günther Verheugen, vice-président de la Commission européenne et commissaire en charge des entreprises et de l'industrie, s'est voulu tout aussi rassurant. Ces dernières années, les conditions des PME se sont nettement améliorées partout en Europe. Une tendance qui devrait se poursuivre.

L'objectif de la Commission européenne est une réduction des tracasseries administratives de 25 % d'ici 2009. Pour ce qui est du financement, le commissaire a lancé un message plutôt optimiste. «Nous avons les moyens suffisants pour éviter une baisse du flux des crédits aux entreprises. A l'heure actuelle, la crise permet aussi un recentrage des banques au niveau des entreprises, les établissements financiers auraient maintenant plus de fonds à mettre à disposition de leurs clients plutôt qu'à disposition de la spéculation».